BDC
L'entrepreneur d'abord

FÉVRIER 2014

LETTRE économique

ÉCART DE PRODUCTIVITÉ CANADA — ÉTATS-UNIS : L'EFFET DE LA TAILLE DES ENTREPRISES

Il y a déjà plusieurs années que la productivité du travail est plus faible au Canada qu'aux États-Unis et que l'on cherche à comprendre pourquoi. L'une des hypothèses avancées pour expliquer ce fait repose sur deux constatations. Premièrement, le Canada comprend une plus grande proportion de petites et moyennes entreprises (PME) que les États-Unis et, deuxièmement, les PME sont, dans l'ensemble, moins productives que les grandes entreprises[1]. En effet, ces dernières bénéficient d'économies d'échelle et, relativement aux PME, disposent de plus de capital par employé et investissent davantage en recherche et développement. Ce sont des avantages qui se traduisent par une plus grande productivité.

Récemment, des chercheurs de Statistique Canada ont mesuré l'apport des PME et des grandes entreprises au produit intérieur brut du Canada et des États-Unis, par industrie, pour la période de 2002 à 2008[2]. Ils ont également calculé la répartition du total des heures travaillées entre les PME et les grandes entreprises, dans les deux pays. Selon leurs estimations, la contribution des PME au PIB s'élevait à 53,4 % au Canada et à 46,1 % aux États-Unis en 2008. La proportion du total des heures travaillées attribuable aux PME se chiffrait à 70,8 % au Canada et à 55,6 % aux États-Unis (Tableau 1). Ces résultats confirment que l'importance des PME dans l'économie est plus grande au Canada qu'aux États-Unis et révèlent en outre que les PME canadiennes sont moins productives que les PME américaines. En effet, la part des heures travaillées par les PME en fonction de leur contribution au PIB est beaucoup plus importante au Canada qu'aux États-Unis.

Tableau I : Estimations de la contribution au PIB, de la part des heures travaillées et de la productivité du travail des PME et des grandes entreprises au Canada et aux États-Unis en 2008

	Canada		États-Unis	
	PME	Grandes entreprises	PME	Grandes entreprises
Contribution au PIB	53,4 %	46,6 %	46,1 %	53,9 %
Part des heures travaillées	70,8 %	29,2 %	55,6 %	44,4 %
PIB par heure travaillée	35,7 $/h	75,6 $/h	40,8 $/h	59,9 $/h
Productivité relative des PME	35,7/75,6 = 47,2 %		40,8/59,9 = 68,1 %	

1 Les PME sont définies comme étant des entreprises employant de 1 à 499 employés.
2 Leung, D. et L. Rispoli. 2014. La répartition du produit intérieur brut et du nombre d'heures travaillées entre les catégories de taille d'entreprise au Canada et aux États-Unis. Série de documents de recherche sur l'analyse économique, nº 88. Produit nº 11F0027M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Canada
- Bonne progression du PIB réel par industrie
- L'emploi regagne une partie du terrain perdu
- Le déficit commercial s'accroît
- Les profits des entreprises devraient augmenter

États-Unis
- Vigoureuse croissance du PIB réel
- L'emploi augmente encore modérément
- Les mises en chantier reculent, mais restent élevées

Les taux d'intérêt
La Banque du Canada laisse le taux directeur inchangé à 1,0 %

Pétrole et dollar canadien

Confiance des PME

Conditions du crédit

Indicateurs clés

La lettre économique mensuelle de BDC est produite par l'équipe de l'Analyse économique du service du Marketing et Affaires publiques. Elle s'appuie sur des données économiques provenant de diverses sources publiques. La présente lettre est fondée sur les données parues avant le 8 février. Le lecteur est l'unique responsable de l'usage qu'il fait de ces informations.

© 2014 Banque de développement du Canada
1 888 INFO BDC | bdc.ca

Les estimations de la répartition du PIB et des heures travaillées entre les PME et les grandes entreprises permettent de calculer la productivité du travail selon la taille des entreprises. Le tableau 1 montre que la productivité du travail des PME, mesurée par le PIB par heure travaillée, est inférieure à celle des grandes entreprises, tant au Canada qu'aux États-Unis. L'écart entre la productivité des PME et celle des grandes entreprises est cependant beaucoup plus marqué au Canada. En effet, la productivité des PME s'élève à un peu moins de 50 % de celle des grandes entreprises au Canada, alors que ce pourcentage atteint presque 70 % aux États-Unis.

Grâce à ces données, une autre étude a été réalisée dans le but d'évaluer dans quelle mesure la plus grande concentration de PME dans l'économie canadienne permettrait d'expliquer l'écart entre les productivités du travail dans les deux pays.[3] Selon les auteurs de cette étude, une proportion de l'écart pourrait être attribuable à chacun des trois facteurs suivants :

1. Au fait que les PME, qui sont généralement moins productives que les grandes entreprises, occupent une plus grande place dans l'économie au Canada qu'aux États-Unis.
2. Au fait que l'écart entre la productivité des PME et celle des grandes entreprises soit plus marqué au Canada qu'aux États-Unis.
3. Aux différences dans la structure industrielle des deux pays. Par exemple, les industries où la productivité est plus faible au Canada qu'aux États-Unis pourraient occuper une plus grande place dans l'économie canadienne que dans l'économie américaine.

Pour estimer ces trois effets, les chercheurs ont recalculé la productivité du travail au Canada sous les trois hypothèses suivantes :

1. La contribution des PME au PIB réel du Canada est identique à celle des États-Unis.
2. L'écart entre la productivité du travail des PME et celle des grandes entreprises au Canada est le même qu'aux États-Unis.
3. La structure industrielle du Canada est identique à celle des États-Unis (la part du total des heures travaillées par industrie est la même qu'aux États-Unis).

Les chercheurs ont montré que les deux premiers facteurs expliquent une grande partie de l'écart de productivité. En revanche, ce n'est pas le cas du troisième facteur : les différences entre les structures industrielles des deux pays sont à l'avantage du Canada. Cela signifie que le Canada se concentre dans les industries où la productivité est plus grande qu'aux États-Unis.

À la lumière de cette étude, pour résoudre la question de l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis, il faudrait donc s'interroger en premier lieu sur ce qui explique la plus grande concentration des PME au Canada—ce qui pourrait être lié à la difficulté pour une entreprise moyenne de devenir une grande entreprise—et la faiblesse de la productivité des PME relativement aux grandes entreprises et à leurs homologues américaines. ■

CANADA

Retour

Statistique Canada n'a pas encore publié les données du PIB fondées sur les comptes économiques, mais les données du PIB par industrie d'octobre et de novembre permettent de croire que la croissance économique a été vigoureuse au cours du quatrième trimestre de 2013. Les chiffres du commerce international de marchandises semblent cependant indiquer que ce résultat n'est pas attribuable à la progression des exportations nettes. L'effet de la dépréciation du huard observée au cours des derniers mois tarde à se manifester.

Bonne progression du PIB réel par industrie

Le PIB réel par industrie a progressé de 0,2 % en novembre, après avoir augmenté de 0,3 % en octobre. La production s'est accrue dans la majorité des principales industries, mais c'est le secteur de l'extraction minière, gazière et pétrolière qui a le plus contribué à la croissance. Quatre secteurs ont subi des reculs en novembre, soit le commerce de gros, la fabrication, la construction et le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la chasse et de la pêche. Avec deux mois de données observées, la croissance du PIB réel au dernier trimestre de 2013 s'annonce vigoureuse. En effet, même si le PIB par industrie n'enregistrait aucune progression en décembre, sa croissance au quatrième trimestre serait quand même supérieure à 3,0 %, à taux annuel. Bien qu'il puisse y avoir des écarts importants, à l'occasion, entre leurs taux de croissance trimestriels, à long terme le PIB par industrie et le PIB des comptes économiques canadiens évoluent en tandem (graphique). Il est donc permis de croire que si la croissance du PIB réel par industrie s'est accélérée au quatrième trimestre, il en est de même pour le PIB réel des comptes économiques canadiens. ▼

3 Baldwin, J.R., D. Leung et L. Rispoli. 2014. Écart entre la productivité du travail au Canada et aux États-Unis selon les catégories de taille d'entreprise. La revue canadienne de productivité, document de recherche nº 33. Produit nº 15-206-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

PIB réel par industrie et PIB réel des comptes économiques canadiens
(variation trimestrielle, à taux annuel, de T2 2007 à T3 2013)

Source : Statistique Canada

L'emploi regagne une partie du terrain perdu

Après une baisse de 44 000 en décembre, l'emploi a augmenté de 29 400 en janvier, regagnant ainsi une partie du terrain perdu le mois précédent. La hausse de janvier est entièrement attribuable au travail à temps plein qui s'est accrû de 50 500 alors que le travail à temps partiel se repliait de 21 100. Le transport et l'entreposage est le secteur qui a enregistré la croissance mensuelle la plus forte, avec un gain de 15 200 postes, alors que le secteur des services aux entreprises a subi le plus important recul, avec la perte de 25 400 emplois. Le taux de chômage a diminué de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 7,0 % en janvier.

Le déficit commercial s'accroît

Les importations ont augmenté davantage que les exportations en décembre (1,2 % contre 0,9 %), ce qui a entraîné une augmentation du déficit commercial du pays de 1,53 milliard de dollars en novembre à 1,66 milliard de dollars en décembre. Ce sont les produits énergétiques qui ont mené la hausse des importations alors que les minerais et les minéraux non-métalliques sont les produits qui ont le plus contribué à l'augmentation des exportations. Le surplus commercial avec les États-Unis s'est élargi, passant de 2,42 milliards de dollars en novembre à 2,88 milliards en décembre, mais le déficit commercial avec les autres pays s'est accrû, passant de 3,95 milliards de dollars à 4,53 milliards de dollars. Avec les données de décembre, on peut calculer que les exportations de marchandises ont reculé au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, aussi bien en valeur (-1,3 %) qu'en volume (-0,3 %). Force est de constater que la dépréciation du huard observée au cours des derniers mois n'a pas encore produit les effets positifs escomptés sur le commerce extérieur du pays.

Les profits des entreprises devraient augmenter

L'indicateur avancé de la rentabilité des industries a enregistré une hausse mensuelle de 0,4 % en décembre 2013 pour atteindre 106,7. Les perspectives de profit des entreprises, qui avaient fléchi au cours de l'été alors que les entrepreneurs craignaient un resserrement des conditions de crédit, se sont améliorées de façon significative depuis l'automne (graphique). La dépréciation du dollar canadien, les attentes à l'effet que la banque centrale ne relèvera pas le taux directeur avant plusieurs mois et l'amélioration attendue de la croissance économique aux État-Unis et en Europe sont les principaux facteurs qui ont contribué à la croissance de l'indice au cours de cette période. ■

Indicateur avancé de la rentabilité des industries
(janvier 2008 à décembre 2013)

Source : Conference Board du Canada

ÉTATS-UNIS

Retour

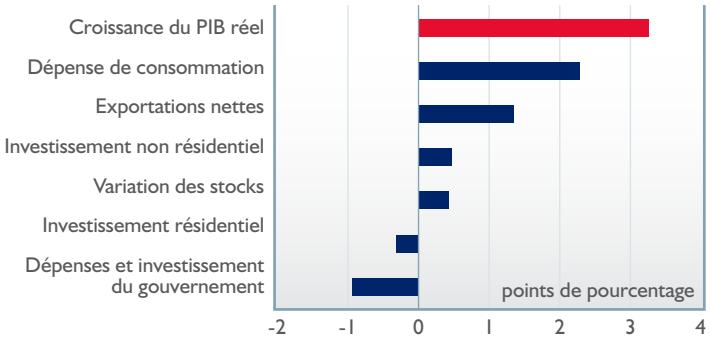
La croissance du PIB réel s'est nettement accélérée au cours du second semestre de 2013, ce qui est de bon augure pour l'année qui débute. La croissance de l'emploi au cours des deux derniers mois a cependant été décevante, bien inférieure à celle qui a été enregistrée en 2013. Il est permis de croire que ce ralentissement ne sera que temporaire. La situation sur le marché du travail devrait s'améliorer en 2014 si la croissance économique s'accélère tel que prévu.

Vigoureuse croissance du PIB réel

Le PIB réel a enregistré une croissance trimestrielle annualisée de 3,2 % au quatrième trimestre de 2013, après une hausse de 4,1 % au trimestre précédent. La croissance a été principalement soutenue par la consommation qui s'est accrue de 3,3 %, enregistrant sa plus forte progression depuis le quatrième trimestre de 2010. Grâce à une forte hausse des exportations combinée à une faible avancée des importations, les exportations nettes ont été le deuxième plus important contributeur à la croissance du PIB réel ▼

(graphique). L'investissement privé n'a augmenté que modérément à cause, notamment, du repli de l'investissement dans la construction résidentielle qui succédait toutefois à plusieurs trimestres de vigoureuse croissance. Enfin, les dépenses gouvernementales ont diminué, freinant encore une fois la croissance. En termes annuels, le PIB réel a progressé de 1,9 % en 2013, tel que prévu. Après avoir démarré faiblement, la croissance s'est accélérée au second semestre de l'année, ce qui augure bien pour les prochains trimestres. Le Consensus anticipe une accélération de la croissance du PIB réel à 2,8 % en 2014.

Contribution des composantes à la croissance du PIB réel au quatrième trimestre de 2013

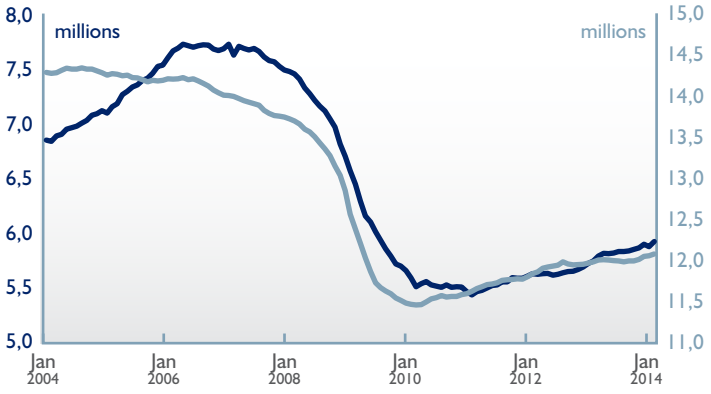


Source : U.S. Bureau of Economic Analysis

L'emploi augmente encore modérément

L'emploi a augmenté de 113 000 en janvier, après un faible gain de 75 000 le mois précédent. Il s'agit donc d'un deuxième mois d'affilée de croissance très modeste, bien inférieure à la variation mensuelle moyenne de 194 000 emplois enregistré

Emploi dans le secteur de la construction et de la fabrication
(janvier 2004 à janvier 2014)



Source : U.S. Bureau of Labor Statistics

en 2013. Le taux de chômage a diminué de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 6,6 %. L'emploi a progressé de 48 000 dans le secteur de la construction et de 21 000 dans celui de la fabrication. La remontée de l'emploi dans ces deux secteurs, qui ont été durement éprouvés au cours de la dernière décennie, s'effectue lentement (graphique).

Les mises en chantier reculent mais restent élevées

Après avoir bondi de 23,1 % en novembre, les mises en chantier ont reculé de 9,8 % en décembre. Des baisses respectives de 7,0 % et de 17,9 % ont été observées dans le segment des maisons individuelles et dans celui des logements collectifs. Pour l'ensemble de l'année 2013, les mises en chantier se sont accrues de 18,3 % par rapport à l'année précédente. Le niveau des mises en chantier enregistré en 2013 est bien inférieur à celui que l'on observait avant la crise financière (graphique). Il faut dire qu'au cours des années qui ont précédé la crise, le marché immobilier était en surchauffe. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que le nombre de mises en chantier retourne à des niveaux aussi élevés. Les résultats observés depuis 2008 sont néanmoins relativement faibles sur une base historique et la reprise amorcée en 2012 devrait se poursuivre en 2014, ce qui est de bon augure pour l'industrie canadienne du bois d'œuvre. ■

Mises en chantier
(2000 à 2013)

Source : U.S. Census Bureau

Retour

LES TAUX D'INTÉRÊT

Retour

La banque centrale laisse le taux directeur inchangé à 1,0 %

Le 22 janvier, la Banque du Canada a décidé de laisser le taux directeur inchangé. Cela fait maintenant plus de trois ans que le taux est fixé à 1,0 % et, compte tenu de la faiblesse de l'inflation, on peut s'attendre à ce qu'il reste à ce niveau encore plusieurs mois. Dans son rapport trimestriel sur la politique monétaire, où elle expose sa vision de la conjoncture économique actuelle et des perspectives de croissance, la banque centrale s'est montrée préoccupée par l'évolution de l'inflation, qui s'est avérée plus faible que prévu au cours des derniers mois. La Banque attribue cette faiblesse à l'importante offre excédentaire au sein de l'économie canadienne et à la concurrence accrue dans le commerce de détail. Elle prévoit que l'inflation, qui se situait à 1,2 % au quatrième trimestre de 2013, retournera graduellement vers la cible de 2,0 %, mais qu'elle n'atteindra cette dernière qu'à la fin de 2015. Dans ces circonstances, il est peu probable que la banque centrale relève le taux directeur avant longtemps. De fait, les prévisionnistes n'anticipent pas de hausse avant 2015. ■

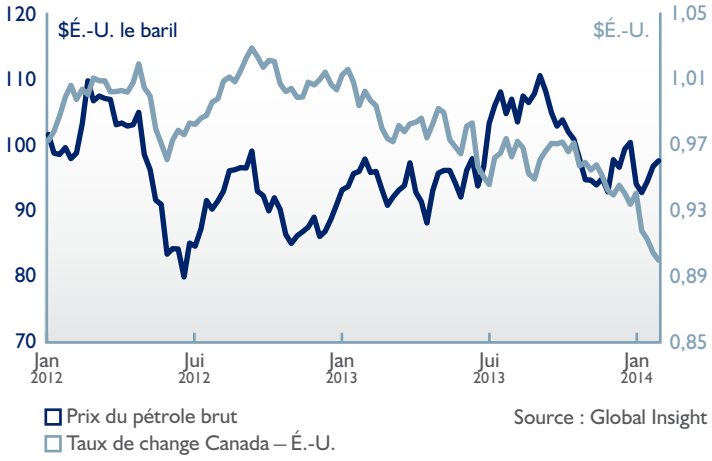
PÉTROLE ET DOLLAR CANADIEN

Retour

Le prix du pétrole brut augmente, le dollar canadien continue de se déprécier

Une vague de froid aux États-Unis combinée à l'annonce de réserves de pétrole américaines beaucoup plus faibles que prévu a poussé le prix du pétrole brut à la hausse. La vigueur des chiffres du PIB réel des États-Unis au quatrième trimestre a également contribué à faire augmenter le cours du brut. De son côté, le dollar canadien a continué de se déprécier, passant de 0,94 $ É.-U. au début de janvier à 0,90 $ É.-U. au début de février. Les préoccupations de la Banque du Canada à propos de la faiblesse de l'inflation laissent présager que le taux directeur n'augmentera pas avant longtemps alors que la Réserve fédérale des États-Unis a commencé à resserrer sa politique monétaire en réduisant ses achats de titres gouvernementaux. Cette divergence entre les politiques monétaires des deux pays exerce des pressions à la baisse sur le dollar canadien vis-à-vis le dollar américain. ■

Taux de change et prix du pétrole brut
(janvier 2012 à février 2014)



Source : Global Insight

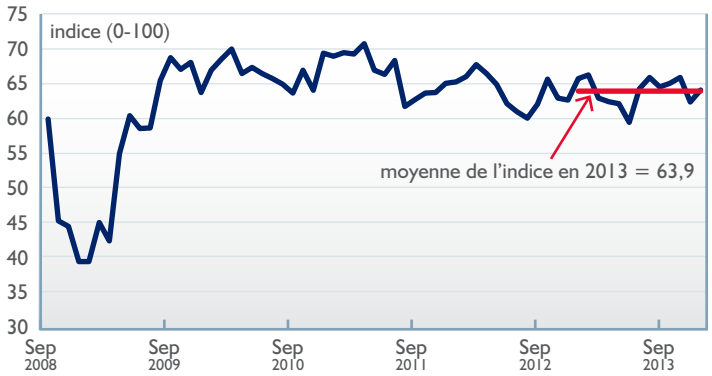
CONFIANCE DES PME

Retour

Les propriétaires de PME se montrent plus confiants

L'indice du baromètre des affaires de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a augmenté de 1,7 point en janvier, regagnant ainsi la moitié du terrain perdu le mois précédent. Il s'est établi à 64,0 en janvier, tout près de la moyenne observée en 2013 (graphique). Les propriétaires de PME des provinces de l'Ouest, de l'Ontario et de Terre-Neuve-et-Labrador continuent d'afficher un plus grand optimisme que ceux des provinces de l'Atlantique et du Québec. Abstraction faite du secteur de l'agriculture dont l'indice, à 48,9 points, est exceptionnellement bas, la dispersion des indices par secteur est faible. En effet, tous les indices se situent entre celui du secteur de l'hébergement et de la restauration (61,9 points) et celui des services aux entreprises (70 points). ■

Indice du Baromètre des affaires
(septembre 2008 à janvier 2014)



Source : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

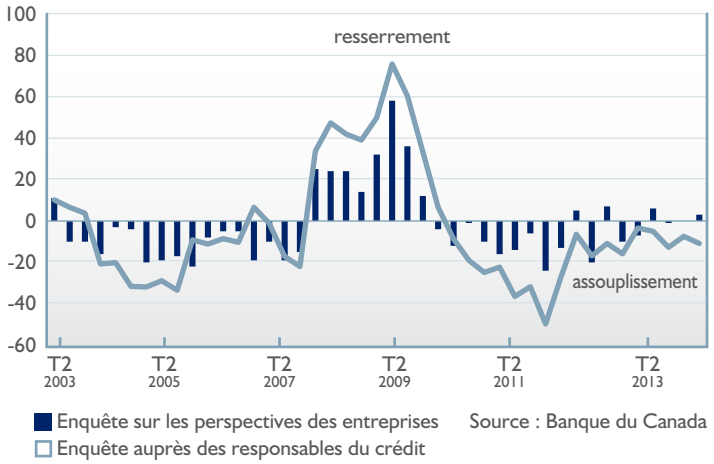
CONDITIONS DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Retour

Le crédit consenti aux entreprises reste disponible et abordable

Les conditions de crédit auxquelles font face les entreprises ont peu changé au quatrième trimestre de 2013 par rapport au trimestre précédent, selon l'Enquête sur les perspectives des entreprises de la Banque du Canada. La majorité des répondants considèrent qu'il est relativement facile de se procurer le crédit dont ils ont besoin. Selon l'Enquête auprès des responsables du crédit de la banque centrale, les conditions de prêt aux entreprises non financières se sont encore assouplies au cours de la même période (graphique). Par ailleurs, le crédit à court terme accordé par les banques à charte aux entreprises, qui compte pour 87 % du crédit bancaire aux entreprises, a augmenté de 3,9 % en décembre 2013 par rapport au mois précédent et de 8,7 % par rapport à décembre 2012. Le crédit bancaire à long terme a pour sa part augmenté de 12,4 % par rapport au mois précédent et de 9,4 % par rapport à décembre 2012. ■

Conditions du crédit aux entreprises
(T2 2003 à T4 2013, solde des opinions, %)



Source : Banque du Canada

INDICATEURS CLÉS — CANADA

Retour

Indicateurs clés — Canada

	Passé[1]				2013[2]				Plus récent		Prévisions	
	2009	2010	2011	2012	T1	T2	T3	T4			2014	2015
PIB réel (% croissance)	-2,7	3,4	2,5	1,7	2,3	1,6	2,7		Nov	0,2	2,2	2,5
Dépenses en machinerie & équipement (% croissance)	-21,2	10,6	8,6	5,2	0,7	-0,2	2,5				4,2	5,9
Profits des sociétés avant impôts (% croissance)	-45,4	61,6	16,6	-8,2	9,4	-39,9	66,7				5,1	5,5
Production industrielle (% croissance)	-11,0	6,0	3,9	0,9	6,1	-2,9	2,8		Déc	0,7	2,3	2,6
Prix des produits industriels (% croissance)	-3,5	1,5	6,9	1,1	3,8	-2,7	1,7		Déc	0,7	1,4	2,1
Construction non-résidentielle (% croissance)	-19,4	17,3	12,9	6,9	1,9	-1,9	2,1					
Mises en chantier (' 000 unités)	148	191	193	215	170	190	195	195	Déc	188	179	176
Dépenses personnelles (% croissance)	0,3	3,5	2,3	1,9	1,1	3,6	2,2				2,2	2,2
Prix à la consommation (% croissance)	0,3	1,8	2,9	1,5	1,6	0,0	1,5		Déc	0,0	1,5	1,9
Emploi (% croissance)	-1,6	1,4	1,5	1,2	0,9	1,2	0,8	0,9	Jan	0,2		
Taux de chômage (%)	8,3	8,0	7,4	7,3	7,1	7,1	7,1	7,0	Jan	7,0	6,9	6,6
Indice de confiance des PME (FCEI)	57,7	66,7	66,4	63,9	64,9	61,3	64,8	64,4	Jan	64,0		
Indice de confiance des manufacturiers (FCEI)	56,0	68,5	67,3	66,7	65,6	58,3	65,4	65,8	Jan	63,9		

1. Taux de croissance annuel
2. Taux de croissance trimestriel, à taux annuel
3. Taux de croissance mensuel

Sources : Statistique Canada, Consensus Economics et Fédération canadienne de l'entreprise indépendante